

Plus de 20 ans après la fin de la guerre froide, la civilisation est toujours otage de plus de 20 000 armes nucléaires détenues par les cinq puissances nucléaires reconnues ainsi que l'Inde, Israël, le Pakistan et la République populaire démocratique de Corée. La doctrine de dissuasion nucléaire, invoquée par les États-Unis, le Royaume-Uni et la France comme l'argument suprême pour justifier le maintien des arsenaux nucléaires, est le facteur qui sous-tend cette crise mondiale en matière de sécurité. L'élimination des armes nucléaires ne pourra être sérieusement envisagée que si la dissuasion nucléaire est remise en question et d'autres solutions proposées.

Les armes nucléaires n'ont aucune utilité militaire. Outre la force explosive presque inimaginable de ces armes, les effets comme les altérations génétiques qu'elles provoquent à long terme sur la santé des gens qu'elles frappent sans discrimination les placent au rang des engins de terreur les plus terribles jamais inventés, bien pires que les armes chimiques voire biologiques.

La dissuasion nucléaire est pourtant une doctrine de sécurité nationale acceptée et profondément enracinée. Pour les dirigeants britanniques et français, le fiasco de Suez en 1956 et l'effondrement de leurs empires les conduisit à s'accrocher à la dissuasion nucléaire pour préserver leur influence et leur statut de grande puissance. Les Français décidèrent de mettre au point, à un prix colossal, leurs propres armes nucléaires et des vecteurs. Les Britanniques, estimant qu'ils ne pouvaient se permettre de telles dépenses, décidèrent, dans un accord conclu en 1962 entre Macmillan et Kennedy, de compter sur les États-Unis. Le coût des Polaris et des autres missiles mis au point par la suite fut exorbitant en termes de conséquences sur l'indépendance, la réputation et les réels intérêts de sécurité du Royaume-Uni. Pendant ce temps, le projet Manhattan créait, en secret, aux États-Unis un complexe militaire scientifique pour la mise au point d'armes nucléaires ; cette décision était encouragée et justifiée par le dogme de la dissuasion nucléaire qui ne rencontrait aucune résistance.

Après la chute du mur de Berlin, le Président soviétique Gorbatchev eut brièvement la possibilité de mettre fin à la logique de sécurité de la guerre froide, c'était le moment opportun pour mettre un terme au cauchemar nucléaire. La menace communiste céda rapidement

Robert Green, capitaine de frégate de la British Royal Navy (en retraite). Il a servi dans la British Royal Navy de 1962 à 1982 ; il a été à bord d'avions d'attaque nucléaire *Buccaneer* et d'hélicoptères anti-sous-marin équipés de grenades anti-sous-marines nucléaires. Il est aujourd'hui co-directeur du *Disarmament and Security Centre* de la *Peace Foundation*, Christchurch (Nouvelle-Zélande). Cet article se fonde sur son récent ouvrage intitulé *Security without Nuclear Deterrence* (Christchurch, Astron Media et *Disarmament and Security Centre*, 2010).

Les articles publiés dans le *Forum du désarmement* n'engagent que leurs auteurs. Les articles ne reflètent pas nécessairement les vues ou les opinions de l'Organisation des Nations Unies, de l'UNIDIR, de son personnel ou des États ou institutions qui apportent leur concours à l'Institut.

la place à la menace de l'« intégrisme islamiste » et au conflit au Moyen-Orient, même si l'une des raisons majeures de ce conflit est la décision d'Israël d'acquérir secrètement des armes nucléaires.

Mon endoctrinement au sujet des armes nucléaires a pris fin au moment de la guerre du Golfe de 1991 ; je craignais que les attaques de missiles Scud irakiens armés d'ogives chimiques ne conduisent Israël à lancer une riposte nucléaire sur Bagdad. Un État nucléaire de facto était directement attaqué par un État non nucléaire ; Israël subissait précisément le type d'attaque que son statut nucléaire aurait dû lui éviter. Pendant ce temps, l'Armée républicaine irlandaise avait failli liquider tout le cabinet de guerre britannique par une attaque au mortier lancée depuis une camionnette stationnée dans Whitehall. La dissuasion nucléaire avait échoué dans des affaires qui donnaient un avant-goût des menaces de sécurité majeures qui pèsent aujourd'hui sur le monde.

Pour les États-Unis, soutenus par la France et le Royaume-Uni, la guerre du Golfe de 1991 et la chute de Gorbatchev étaient pourtant de nouveaux éléments justifiant la possession d'armes nucléaires afin de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM). Les attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux États-Unis ont paradoxalement généralisé l'idée que la dissuasion nucléaire ne sera pas efficace contre les « régimes parias » et les extrémistes disposant d'ADM, qui représentent aujourd'hui la principale menace pour la sécurité mondiale. Les États-Unis reconnaissent cette nouvelle donne dans leur Stratégie de sécurité nationale de 2002, mais la remplacèrent par une politique de frappes préemptives utilisant au besoin des armes nucléaires¹. Cette nouvelle politique allait paradoxalement à l'encontre de l'affirmation gratuite des États dotés d'armes nucléaires selon laquelle la dissuasion nucléaire permet d'éviter la guerre. L'on imagine en effet difficilement une incitation plus forte à la prolifération des ADM, sans parler du fait qu'elle porte atteinte au sens moral et au droit international humanitaire.

La dissuasion nucléaire se heurte à un problème fondamental de crédibilité difficile à résoudre. La possession d'armes nucléaires ne dissuade pas d'autres États ou des acteurs non étatiques de lancer une attaque avec des armes classiques ; la preuve en a d'ailleurs été faite avec des conséquences dévastatrices. L'on peut même dire que la dissuasion nucléaire compromet la stabilité politique qu'elle est censée, selon ses partisans, instaurer : la possibilité de renoncer à la doctrine de destruction mutuelle assurée, lors du sommet Reagan-Gorbatchev qui eut lieu en Islande en 1986, fut exclue par les intérêts du complexe militaro-industriel américain et la volonté des États-Unis d'élargir leur dissuasion nucléaire à leurs alliés. La dissuasion nucléaire exacerbe la course aux armements, les déclarations polémiques et les gesticulations hasardeuses (autant de risques qu'elle est censée éviter), autant de facteurs qui, au lieu de conforter la sécurité, engendrent les pires problèmes de sécurité (comme l'attestent les cas de la République populaire démocratique de Corée et de l'Iran).

La dissuasion nucléaire peut être vue comme favorisant la prolifération des armes nucléaires. Israël réussit à convaincre la France puis les États-Unis d'admettre sa position particulièrement ambiguë en matière de dissuasion nucléaire ; l'Iraq puis l'Iran ont clairement utilisé ce prétexte pour chercher à se doter de leurs propres arsenaux. Pendant ce temps, les rivaux asiatiques, l'Inde et le Pakistan, tentèrent naïvement d'appliquer le dogme de la dissuasion nucléaire à leurs politiques de sécurité. Le contrat de technologie nucléaire entre les États-Unis et l'Inde et la volonté de la Chine d'opposer à cet accord un contrat avec le Pakistan sont autant de décisions qui mettent en péril le régime de non-prolifération ; celui-ci pourrait s'effondrer en raison des règles discriminatoires et de cette pratique des deux poids, deux mesures. Les trois États ayant poursuivi leurs ambitions nucléaires en dehors du régime international de non-prolifération ont encouragé et exacerbé l'insécurité au niveau régional et la course aux armements.

En 1996, la Cour internationale de Justice confirmait comme généralement illicite la menace (et à plus forte raison l'emploi) d'armes nucléaires². Le principe de dissuasion nucléaire repose sur une imposture morale grave. Heureusement, des citoyens militent encore pour l'abolition des armes nucléaires et pour une convention qui serait le fondement de cette abolition.

La délégitimation de la dissuasion nucléaire encourage la recherche d'autres solutions plus sûres et plus efficaces pour garantir notre sécurité³. Il faut donc voir dans le désarmement nucléaire un processus qui vise à accroître la sécurité et à dénoncer la charge que représentent ces armes qui ne peuvent être utilisées. Convaincre la Fédération de Russie et les États-Unis de réduire l'alerte de leurs armes nucléaires stratégiques doit donc être une priorité. Ces pays cumulent à eux deux plus de 4 000 armes stratégiques qui sont actuellement prêtes à être lancées en quelques minutes⁴. Lorsque la Russie et les États-Unis affirment qu'ils ont dépassé la guerre froide et collaborent dans le cadre de la guerre dite contre le terrorisme, cet arrangement anachronique est guidé par un impératif supérieur, préserver le dogme de la dissuasion nucléaire au risque d'engendrer des effets catastrophiques pour l'humanité entière et la planète. Réduire l'alerte des forces nucléaires russes et américaines permettrait de limiter les risques d'un tir accidentel ou non autorisé d'une arme nucléaire.

Lorsque l'on pense à l'écrasant avantage militaire de l'OTAN sur la Russie s'agissant des armes classiques, il faut de toute urgence donner à la Russie des raisons de moins dépendre de son arsenal nucléaire pour sa sécurité. L'Europe occidentale n'ayant pas vraiment à craindre de chantage nucléaire de la part de la Fédération de Russie, il est dans l'intérêt de la sécurité des pays de l'OTAN d'encourager l'Organisation à évoluer vers une stratégie de défense non nucléaire.

Quant au Royaume-Uni, il s'efforce de retrouver au niveau international un rôle qu'il a perdu depuis son empire. En tant que première puissance de taille moyenne à décider qu'elle devait avoir des armes nucléaires, le Royaume-Uni a montré l'exemple à la France, à Israël, à l'Inde et au Pakistan. Sur les 5 membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, le Royaume-

Uni est aujourd'hui le pays ayant le plus petit arsenal nucléaire ; ses armes ne sont déployées que sur un seul système, des missiles Trident, et sont dans un état d'alerte moins tendu qui nécessiterait plusieurs jours pour les employer. Dans mon étude récente, j'explique quelles seraient les conséquences si le Gouvernement britannique, qui se voit contraint d'opérer de toute urgence des réductions massives dans le domaine de la défense, décidait de renoncer à la dissuasion nucléaire :

La décision d'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de renoncer aux armes nucléaires serait remarquable et transformerait du jour au lendemain le débat sur le désarmement nucléaire. Le Royaume-Uni pourrait dès lors exercer une influence sans précédent au sein de l'OTAN pour une stratégie non nucléaire, une évolution inévitable si l'OTAN veut préserver sa cohésion. Cela fournirait de nouvelles occasions de faire évoluer les esprits, en particulier aux États-Unis et en France, et d'influencer l'Inde, Israël, le Pakistan et d'autres acteurs résolus à se doter d'armes nucléaires. Cette situation inciterait, en outre, la Russie et la Chine à réviser en profondeur leurs stratégies nucléaires, tous les pays nucléaires à lever l'état d'alerte de leurs forces nucléaires et la communauté internationale à entamer des négociations multilatérales pour une convention sur les armes nucléaires⁵.

Il ne sera pas facile de sortir de l'abîme nucléaire qui nous hypnotise et nous terrorise depuis soixante ans. Comme pour toute avancée majeure dans le domaine des droits de l'homme et de la justice, le mouvement qui entraîne une évolution des mentalités doit venir de la société civile. Pour conclure :

Comme pour la dissuasion nucléaire, trois des principaux défenseurs de l'esclavage étaient les États-Unis, le Royaume-Uni et la France ; dans ces pays, la classe dirigeante tentait de défendre une affirmation immorale et illégale, à savoir que l'esclavage était « un mal nécessaire » et qu'il n'existait pas d'autre solution. Les élites échouèrent parce que de courageux citoyens britanniques, américains et français réussirent à mobiliser l'opinion publique et des personnalités politiques pour exiger que l'esclavage soit remplacé par d'autres façons de créer des richesses, des solutions légales qui seraient plus efficaces et plus humaines. L'analogie s'applique à la dissuasion nucléaire ; nous pouvons et nous devons nous en débarrasser et la remplacer par des stratégies de sécurité légales, plus sûres et plus humaines si nous voulons préserver la civilisation et les écosystèmes de la Terre⁶.

Notes

1. Les scénarios d'éventuelles attaques nucléaires préemptives furent exposés brièvement dans une publication des chefs d'état-major interarmées des États-Unis intitulée Doctrine for Joint Nuclear Operations, 15 mars 2005.

2. Voir Cour internationale de Justice, Licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires, Avis consultatif du 8 juillet 1996.
3. Le World Court Project (voir la page web du Lawyer's Committee on Nuclear Policy <lcnp.org/wcourt>) présente de nombreux arguments juridiques sur l'abolition nucléaire ; il existe en outre de nombreuses campagnes de citoyens en faveur de l'abolition des armes nucléaires et d'une convention sur les armes nucléaires qui aurait force exécutoire et consacrerait cette abolition.
4. Bruce G. Blair, Harold A. Feiveson et Frank von Hippel, 1997, « Taking Nuclear Weapons off Hair-Trigger Alert », *Scientific American*, novembre.
5. Robert Green, 2010, *Security without Nuclear Deterrence*, Christchurch, Astron Media et Disarmament and Security Centre, p. 245.
6. *Ibid.*, p. 258.

